

de Kyoto. Les ONG qui suivent la convention reconnaissent ainsi une nette progression de la qualité des documents, à défaut de réalisations encore probantes.

En matière de transports, on peut citer néanmoins les éco-taxis de Vienne fonctionnant aux biocarburants, les plans de réduction du trafic demandés au Royaume-Uni à toutes les villes, ou encore les taxations différenciées en Suisse selon les niveaux d'émission de tous les véhicules, des avions aux automobiles. On peut citer également les développements coopératifs de véhicules à faibles émissions aux Etats-Unis avec l'appui de fonds fédéraux.

Dans l'industrie, les accords volontaires par branche sont souvent critiqués pour leur faiblesse ou leur structure peu transparente. Pourtant, certains de ces accords peuvent avoir un impact important dans des zones de libre-échange comme l'Union européenne ou l'Amérique du Nord, en permettant des actions allant au-delà des frontières, par exemple pour des groupes de la chimie ou de la sidérurgie.

Dans le secteur domestique et tertiaire, les règles thermiques de construction sont indéniablement très efficaces, de même que les normes sur les appareils consommateurs comme les chaudières

Suite p. 44 ▶

Sobriété ou gaspillage ?

L'analyse des images prospectives mondiales de la situation énergétique en 2020 ou en 2050, construites par des producteurs d'énergie, par le Conseil mondial de l'énergie ou par des équipes universitaires, permet de se faire une idée plus claire des enjeux. On y trouve en effet deux visions très contrastées, presque antinomiques, du développement.

La première se fonde sur un modèle productiviste avec une croissance économique forte assurée par un approvisionnement énergétique non limitant. Les différentes variantes de ce scénario sont fondées sur l'idée implicite d'une liaison rigide entre la croissance des économies et la demande d'énergie. Elles décrivent dès 2020 une demande énergétique mondiale de plus de 15 milliards de tonnes équivalent pétrole (TEP) (80 % de plus qu'en 1990) et de 25 milliards de TEP en 2050 (trois fois plus qu'en 1990). Aucune d'elles n'apporte de réponse satisfaisante au problème de l'effet de

serre (les émissions augmentent de 54 % à 150 % selon les variantes), le « meilleur » résultat étant obtenu en acceptant un renforcement important des risques liés à la filière nucléaire où au développement massif de la biomasse, ce qui ne va pas sans poser de sérieux problèmes de concurrence dans l'usage des sols.

A l'opposé, d'autres scénarios - comme le scénario Noé du CNRS - proposent un « développement par la sobriété » qui rééquilibre les politiques énergétiques en accordant une priorité forte à la maîtrise de l'évolution de la demande : il s'agit de rendre les services nécessaires au développement en utilisant les technologies les moins énergivores qui existent sur le marché. Ils assurent une croissance économique comparable aux premiers scénarios, avec une demande énergétique réduite de moitié à l'horizon 2050 (de 11 à 14 milliards de TEP), permettant une réduction conjointe des principaux risques de long terme, et un développement des

pays du Sud facilité par la moindre absorption de capitaux pour le développement des systèmes énergétiques. Du point de vue économique enfin, les scénarios « sobres » apparaissent comme globalement moins onéreux que les scénarios « d'abondance énergétique ». C'est donc d'abord par le volume, la nature et la répartition régionale de la demande d'énergie, bien plus que par les filières de production d'énergie, que se distinguent les scénarios étudiés. Les stratégies à bas profil énergétique se révèlent donc gagnantes tant sur le plan économique qu'environnemental. Il n'y a pas d'antinomie systématique entre développement et durable, mais bien au contraire une profonde synergie. Cela remet évidemment en cause le concept de coût incrémental employé par les économistes pour affirmer que la protection de l'environnement induirait un coût récurrent s'additionnant systématiquement aux coûts du développement.

M. C. et B. D.

